

LA LETTRE DE LA NAF

SUPPLEMENT AU N° 221 DE LA NOUVELLE ACTION FRANCAISE

- 17 MARS 1976

VITICULTURE : REVOLTE OU REVOLUTION

Il y a plusieurs façons d'aborder la crise du Midi viticole. A la mode gouvernementale, qui consiste à laisser pourrir le problème. A la manière de l'extrême-droite qui lance cette semaine des appels à la répression. Démagogiquement enfin, en prenant à son compte toutes les thèses des viticulteurs dans l'espoir d'obtenir quelques suffrages supplémentaires dans la région.

Autant d'attitudes qui traduisent la volonté de se débarrasser d'une question techniquement complexe et très délicate sur le plan humain. Pourtant les incidents sanglants du début du mois ne démontrent-ils pas le caractère illusoire et dangereux de la politique de l'autruche ?

Le "laisser-faire" se justifierait à l'extrême rigueur si la crise viticole était liée à une surproduction passagère ou au seul problème des importations. Par Malheur, la crise tient à la nature même des vins du Midi, à leur place prépondérante dans l'économie régionale et à l'évolution irréversible de nos habitudes de consommation.

- C'est un fait : le Midi produit en quantité excessive un vin de qualité souvent médiocre. Inexportable en raison de son prix trop élevé, cette production ne peut être absorbée par le marché national où l'on observe une baisse régulière des vins de consommation courante. Comme le Midi connaît la monoculture (mais depuis un siècle seulement), c'est l'économie de départements entiers qui se trouve menacée.

- A ces données essentielles s'ajoutent des circonstances nouvelles qui provoquent aujourd'hui la colère des viticulteurs : d'abord, comme nous l'expliquions dans la "Lettre" du 16 octobre dernier, les conséquences négatives du Marché commun. Car il est indéniable que la libération des échanges a, sur ce plan, essentiellement profité à l'Italie. Au surplus scandaleusement favorisé sur le plan financier, notre voisin a pu moderniser son vignoble qui produit maintenant un vin de meilleure qualité à des prix très compétitifs. D'où l'augmentation constante des importations françaises de vins italiens, et la conquête par ces derniers du marché allemand.

Surproduction, mauvaise qualité, vétusté du vignoble (due en partie à des causes politiques), monoculture, échec commercial : on comprend qu'un telle crise provoque une violence endémique, que la multiplication des compagnies de C.R.S. ne saurait étouffer.

Mais que faire ?

.....

- Depuis longtemps, le gouvernement a trouvé une recette facile : la distillation. C'est ainsi qu'aujourd'hui 30% environ de la récolte annuelle (20 millions d'hectolitres) sont transformés en alcool pur. Par ce biais, on parvient à faire taire les revendications des viticulteurs (qui se préoccupent d'abord -c'est naturel- de vendre leur production) en reportant la solution du problème à l'année suivante. Et cela dure depuis des dizaines d'années..... Dans le même esprit, l'actuel ministre de l'agriculture avait décidé l'année dernière de limiter les importations de vins italiens, mesure démagogique et à court terme qui, en outre, violait les règles du Marché commun. Les morts de Montredon illustrent dramatiquement l'inanité d'une telle politique.

- Une restructuration complète du vignoble languedocien est donc indispensable. Déjà, un certain nombre de viticulteurs ont choisi de s'orienter vers une production de qualité. Mais elle est niée par la politique gouvernementale de distillation, puisque le vin de qualité se vend moins cher que le vin à distiller ! D'autres solutions tendent à briser la monoculture par le retour à la culture céréalière -dominante dans la région avant 1840- ou par l'introduction de l'olivier (qui redevient rentable). Se poserait alors le problème de tous les vigneron qui aiment leur métier et refuseraient d'en changer...

Dernière question, directement politique celle-là : qui décidera de la restructuration , qui choisira ses orientations ? Si c'est l'Etat, il lui faudrait l'indépendance indispensable pour briser les féodalités politiques et certains privilèges sociaux. Si c'est un organisme régional ou syndical , il lui faudra trouver le courage d'accomplir une véritable révolution économique et sociale. Or il faut bien constater que les organismes professionnels (ce n'est pas un reproche, ils sont dans leur rôle) cherchent à conserver les structures actuelles tout en essayant d'obtenir le maximum de l'Etat. On mesure là l'ambiguïté du corporatisme, qui conduit souvent au conservatisme et à l'assistanat. Et l'on peut craindre qu'il en soit de même au niveau d'institutions régionales élues. Aussi, doit-on refuser à l'Etat d'accomplir les révolutions nécessaires ?

Bertrand RENOUVIN

L'OPINION D'ARON

L'évolution du Parti Communiste continue à être farouchement niée par une droite qui ne veut pas être privée de son épouvantail et par de nombreux français de toutes opinions qui ne voient dans la politique du Parti qu'une manoeuvre tactique. Ce n'est pas l'avis de Raymond Aron, éminent représentant de la droite atlantique. Voici ce qu'il écrit dans un article du Figaro (1er mars 1976) : " *Qu'il ne s'agisse pas d'une comédie dans laquelle les acteurs jouent chacun leur rôle sans y croire, nous en avons de multiples preuves, ne serait-ce que les efforts entrepris par Moscou afin de susciter une faction rivale et d'enlever à Santiago Carillo la direction du Parti espagnol (...)* La dissolution de l'unité idéologique risque d'enlever à la métropole sa puissance et, inversement, si la métropole perd sa puissance, le mouvement idéologique perdra son unité (...) La participation au gouvernement du Parti Communiste, italien ou français, pourrait offrir l'image de ce que les hommes du Kremlin doivent redouter par-dessus tout : un socialisme à visage humain. (...) Le désaccord sur la tactique entre les P.C. d'Europe occidentale et Moscou ne me paraît pas douteux. (...) "

Jugement "hérétique" aux yeux de M.Hersant, nouveau patron du Figaro, qui a publié un article diamétralement opposé. Il est vrai qu'en matière d'anti-bolchevisme, le nouveau directeur du Figaro s'y connaît...

EN SORTIR OU PAS

Le 18 janvier 1974, la France, pour mieux lutter contre les conséquences monétaires de la crise, choisit de quitter provisoirement le "serpent" monétaire européen et de laisser flotter sa monnaie. Le 10 juillet 1975, la situation de notre balance redevenant à peu près équilibrée, nous réintégrons ce même serpent. Aujourd'hui nous le quittons à nouveau. Le pari qu'avait voulu tenter le Président de la République a été perdu et il faut constater que le taux d'inflation est toujours aussi important, le franc toujours aussi vulnérable. La distorsion avec les autres monnaies du serpent n'a pas diminué. Le Franc ne "flottant" plus il n'était plus possible d'effectuer les ajustements monétaires, comme le font Américains, Anglais et Italiens avec leur monnaie. Il s'ensuivait une aggravation de nos prix vis à vis de l'étranger et une réduction de la compétitivité de nos produits. La vérité est que le franc est extrêmement vulnérable. La conjoncture internationale, l'absence évidente de toute solidarité européenne, la mauvaise gestion de notre économie, le comportement a-national des agents économiques français en sont les causes. La situation monétaire de la France est aujourd'hui comparable à celle de l'Angleterre en juin 1972, lorsque ayant perdu le tiers de ses réserves officielles en devises (comme nous depuis le début de l'année) pour défendre sa monnaie, elle décida de quitter le "serpent". D'autre part la dépendance du Trésor français à l'égard de la Bundesbank - à laquelle il faudra bien rembourser ses concours - est considérable. Tout montre que le "serpent" était pour nous un véritable carcan, car nous n'avons pas les moyens d'une telle position. M. Giscard d'Estaing a été contraint de le reconnaître malgré ses ambitions européennes.

N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F. EN MOUVEMENT - N.A.F.

MISE AU POINT

Le numéro 103 du bulletin mensuel "La Contre Réforme Catholique" contient une analyse critique du livre de Philippe Vimeux sous le titre "Le Comte de Paris contre Charles Maurras". Nous ne perdrons pas de temps à signaler ce texte, virulent à l'égard de la N.A.F. (ce qui n'est rien) et insultant à l'égard du Prince (ce qui est grave de la part d'un homme qui se dit royaliste) si M. l'abbé de Nantes ne faisait état d'une lettre de félicitations que le Prince nous aurait envoyée après les élections présidentielles. Nous démentons l'existence d'une telle lettre, que M. l'abbé de Nantes serait bien en peine de produire, et demandons aux lecteurs de la N.A.F. de ne pas prêter foi aux rumeurs et aux ragots de toute nature qui courent sur la N.A.F. et ses dirigeants, en particulier dans les milieux d'extrême droite.

§ Rappelons que M. l'abbé de Nantes s'est déjà livré précédemment, et à plusieurs reprises, à des polémiques contre la N.A.F.. Une brochure répondant aux accusations qu'il formule contre nous est disponible. Commande à nos bureaux. Prix de la brochure : 4 F franco.

§ Les "mercredis de la N.A.F." ont désormais lieu dans les locaux du journal (17 rue des Petits Champs, Paris 1er - 4^e étage). A partir de 19 heures, autour d'un buffet, lecteurs et sympathisants se retrouvent en une discussion libre et amicale, à 20 heures 30 commence la conférence, le débat ou le spectacle vidéo. ATTENTION : En raison des vacances de Pâques, il n'y aura pas de séance les mercredis 24 et 31 mars. La prochaine réunion aura lieu le mercredi 7 avril : "Témoignage militant : Problème d'aggiornamento, l'Eglise et la N.A.F." présenté par un prêtre ami.

§ Le renouvellement annuel des cartes d'adhérents est en cours. Seuls recevront la nouvelle carte, les adhérents ayant réglé leur cotisation de Janvier. Que les retardataires se mettent en règle sans tarder. Nos lecteurs, non encore adhérents au mouvement, sont, quand à eux, sont invités à nous demander les conditions d'adhésion. Adhérer c'est matérialiser votre accord avec nos idées fondamentales.

§ Le groupe audio-visuel de la N.A.F. vous propose une pochette de vingt diapositives couleur sur les "Journées royalistes" de Versailles. Commandes au journal. Prix franco 35 F.

LA REVENDICATION OCCITANE

Depuis toujours l'Europe a reconnu l'originalité des pays du sud de la Loire, appelés selon les époques : Occitanie, Midi, Provence, Gascogne ou Aquitaine; les chartes du Roi et du Pape distinguaient pays de langue d'oui et pays de langue d'oc (Auvergne, Limousin, Gascogne, Pays languedociens, Provence). Les hasards de l'histoire et de la guerre privilégièrent la puissance politique des Capétiens qui unirent ces pays autour de leur couronne. Mais si politiquement on décèle mal une autre unité que Française, les occitans se différencient des autres "nations" par une langue, un "savoir-vivre" particulier.

Le monde du nord de la France se reconnaît dans Saint Bernard, Descartes ou Voltaire, le monde occitan dans Saint François d'Assise, Montaigne ou Ramon Lull. Et cette culture, loin d'être un reflet de Paris ou Versailles a su atteindre d'elle même l'universel au moyen-âge comme pendant la Renaissance, à l'âge baroque comme au siècle des lumières ou après la Révolution.

Aujourd'hui existe une littérature occitane de bonne renommée. Jean Boudou (rouergat), Max Philippe Delavouet (provençal), Michel Chadeuil (périgourdin), Bernard Manciet (gascon) n'ont rien à envier à leurs collègues d'outre-monts ou d'outre-Loire ni à leurs prédécesseurs humanistes, troubadours ou "mistraliens". Seuls les oukases de la grande presse les éloignent de la masse des lecteurs.

Pierre Boutang a souvent protesté contre "l'héxagonalisme" à courte vue d'une certaine pensée française qui nous fit ignorer Dostoïewski par exemple. Cette même réduction réussit à occulter, malgré Maurras et Mistral, toute autre culture française que celle de l'administration, c'est à dire celle de Paris.

La revendication occitane prit au cours de l'histoire des couleurs et des attitudes diverses. Aujourd'hui elle est alimentée par une autre cause : l'Occitanie représente surtout la France inutile, désertée, l'espace non intégré à l'Europe technocratique d'entre Loire et Elbe. Le nationalisme occitan n'a jamais eu pourtant beaucoup d'influence : axé sur la revanche de Muret (1213) il n'est que la copie conforme du nationalisme français de Béranger ou Déroulède. C'est aussi le meilleur allié du jacobinisme, heureux de neutraliser cette revendication par un folklore de mauvais aloi. Citons pour mémoire le Parti Nationaliste Occitan (ethniste) et "Poble d'Oc" organisation connue pour son activisme. Ceci dit, le "nationalisme" régional constitue une tentation dangereuse à laquelle risque de succomber toute volonté profonde de changement qu'elle soit "gauchiste" ou "poujadiste", l'autonomiste "sérieux" se reconnaît dans quelques tendances : "Lutte occitane" marxisante, quelques personnalités fédéralistes (européennes ou non) avec Félix Castan du P.C.F. et Bernard Manciet, quelques groupes défavorables à l'Occitanie "une et indivisible" (en Béarn, Provence et Auvergne surtout), enfin les comités "volem viure al país" implantés dans tout le pays.

Mais le plus important est sans doute le lien entre la masse et beaucoup de "réputés marginaux" qui avec les chanteurs et certains journaux ("Le rictus occitan" par exemple) sont les plus connus et sans doute les plus efficaces.

Robert Laffont, Jean Larzac et beaucoup d'autres de Dax à Nice, de Brioude à Béziers, ont donné à la revendication occitane une autre dimension : permettre aux gens de s'exprimer, refuser les formules démagogiques. Si l'Occitanie sait se dégager des dogmes et d'un passé souvent malheureux, elle pourra être à l'origine d'une nouvelle civilisation, en tout cas les vies et oeuvres de Mistral, Joseph Delteil et de toute une population pourraient en être les prémisses.

§ Communiqué du Centre d'Etudes pour l'Indépendance Nationale.

Le mardi 16 mars aura lieu à 21 h, 44 rue de Rennes, une réunion-débat avec la participation d'Alexandre Sanguinetti, Olivier Germain-Thomas, Bernard Loth, Louis Auguste Girault de Coursac, Christian Azais, sous la présidence de Patrice Gélinet et sur le thème " NON à l'Europe supra-nationale".

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone: 742-21-93

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Abonnements couplés à "La lettre de la N.A.F." et à la N.A.F. bi-mensuelle :

Un an : 70 F - six mois : 40 F - trois mois : 20 F
Règlement : C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris